

## LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LA LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC ET DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DES PERSONNES

ADOPTÉE LE 2 JUIN 2020

**Entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> novembre 2022**

En avez-vous entendu parler? Cette loi aura des retombées sur les personnes en situation de vulnérabilité et leurs proches. En plus de leur offrir une meilleure protection, elle garantira un plus grand respect de leur autonomie, de leurs droits ainsi que de leurs volontés et préférences.



### AMÉLIORATIONS QUI SERONT APPORTÉES :



#### SIMPLIFICATION DES RÉGIMES DE PROTECTION

**Disparition de la curatelle et du conseiller au majeur.  
Seule la tutelle continuera d'exister.**

Curatelle



Tutelle

Les curateurs deviendront des tuteurs. Ils auront le pouvoir de simple administration du patrimoine de la personne inapte. Les tuteurs continueront à représenter le majeur inapte pour les mêmes actes.

### Modulation de la tutelle

En plus de déterminer si :

**A** le tuteur gère les biens de la personne inapte (tutelle aux biens), veille à son bien-être (tutelle à la personne) ou les deux (tutelles aux biens et à la personne);

le tribunal devra déterminer :

**B** la date personnalisée de sa réévaluation médicale et psychosociale en fonction de sa situation;

**C** et les actes que cette personne accomplira seule.

Exemples :



signer ou cosigner  
un bail



choisir son  
logement



gérer le fruit  
de son travail



choisir ses  
fréquentations

Les deux parents d'un majeur inapte pourront être nommés tuteurs.

### Assemblée de parents, d'amis et d'alliés

Au moins

5

personnes devront être convoquées.

À l'ouverture d'une tutelle, une assemblée pourra se tenir, peu importe le nombre de personnes qui se présenteront.

### Conseiller au majeur



Ce régime de protection n'existera plus, **mais** les conseillers actuels conserveront leur rôle jusqu'à la fin du régime de protection ou jusqu'à sa modification.



## MESURE D'ASSISTANCE

### Nouvelle mesure d'assistance non judiciarisée

La mesure d'assistance permettra aux personnes qui vivent une difficulté d'être aidées par un ou deux assistants de leur choix. Ces derniers pourront les conseiller ou les soutenir dans la prise de décisions et la gestion de leurs biens.

Une mesure  
reconnue  
par tous!

L'obligation des organismes, des entreprises et des professionnels de reconnaître tous les assistants simplifiera leurs démarches.

Les personnes désirant être assistées pourront faire leur demande auprès du Curateur public ou auprès de juristes accrédités.

### Plusieurs filtres de protection afin de prévenir les risques d'abus :

- 2 proches avisés de la demande d'assistance
- Une rencontre avec la personne souhaitant de l'assistance et l'assistant choisi
- Un rapport d'activités réalisé par l'assistant
- Une description sommaire du patrimoine
- La possibilité de mettre fin en tout temps à la mesure
- La vérification des antécédents judiciaires de l'assistant choisi
- Le nom de l'assistant reconnu inscrit dans un registre public



## REPRÉSENTATION TEMPORAIRE

### Mesure de protection pour un besoin ponctuel

La représentation temporaire permettra à un proche d'accomplir **un acte précis pour une période de temps limitée** au nom d'une personne inapte. Cette mesure évitera l'ouverture d'une tutelle lorsque ce n'est pas nécessaire.

Au terme de la représentation temporaire, la personne inapte retrouvera l'exercice de tous ses droits.



## MANDAT DE PROTECTION

### Un encadrement plus sécuritaire

Le mandataire aura l'obligation de faire un inventaire des biens de la personne inapte ainsi qu'une reddition de comptes à la personne désignée au mandat.



## PARTICIPATION DE LA PERSONNE INAPTE

### Importance de tenir compte des volontés et des préférences

La loi réaffirmera l'importance pour le tuteur et le mandataire de sauvegarder l'autonomie de la personne inapte, en mettant au cœur de ses décisions les volontés et les préférences et la participation de la personne.

Les tuteurs et les mandataires devront maintenir une relation personnelle avec la personne inapte. Cette dernière participera aux décisions la concernant et exprimera autant que possible ses volontés.





## PATRIMOINE DU MINEUR

### Meilleure protection du patrimoine du mineur

Le Curateur public surveillera l'administration  
des biens du mineur :

• par les parents, s'ils sont d'une valeur **> 40 000 \$**; ou

• par le tuteur  
supplémentif, s'ils sont  
d'une valeur  
**> 40 000 \$**; et



c'est-à-dire la personne avec  
qui le parent partage ou à qui  
il délègue l'autorité parentale

• par le tuteur datif  
aux biens, peu  
importe la valeur.



c'est-à-dire la personne  
nommée pour s'occuper du  
patrimoine de l'enfant, si les  
parents n'en sont plus capables

#### Des changements évalués

Un rapport sur la mise en œuvre des changements liés à la protection des personnes inaptes sera déposé au ministre de la Famille 5 ans après l'entrée en vigueur de la loi, afin qu'il puisse s'assurer de leur efficacité.

**15  
jours\***

avant un versement ou la transmission d'un bien au bénéficiaire d'un mineur, un avis devra être transmis au Curateur public, afin que les tuteurs soient informés de leurs devoirs avant de commencer à administrer les biens.

\* À l'exception des indemnités qui remplacent les obligations alimentaires.

Inscrivez-vous à l'infolettre pour plus d'information  
sur les changements à venir.

[curateur.gouv.qc.ca/mieuxprotéger](http://curateur.gouv.qc.ca/mieuxprotéger)

